



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment et logistique	2
2.1 Génie énergétique.....	2
2.2 Gestion des bâtiments.....	6
3. infrastructures publiques et réseaux	6
3.1 Patrimoine de voirie.....	6
3.2 Eau et assainissement	8
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales.....	11
4. ingénierie écologique	12
4.1 Nature et paysage urbain	12
4.2 Environnement	13
4.3 Déchets et propreté.....	15
5. Dernières acquisitions.....	16

1. AGENDA

Rencontres nationales de la propreté : « l'homme au cœur du développement durable »
14 et 15 novembre 2013 – Nantes – Cité des congrès

Séminaire national « L'eau et ses nouvelles gouvernances : quelles solidarités ? Quelles échelles territoriales ? Quels métiers ? »
12 décembre 2013 - Montpellier – AGROPARIS TECH - CNFPT / Inset Montpellier

« Rencontre territoriale des Directeurs de services techniques : quelle organisation des services techniques en période pré-électorale ? »
jeudi 16 janvier 2014 – Montpellier - AITF / INSET Montpellier

2. ARCHITECTURE BATIMENT ET LOGISTIQUE

2.1 Génie énergétique

Actualité "Energie et Territoire"

Site d'Energy Cities

<http://www.energy-cities.eu/-Actualite-Energie-et-Territoire-du,705->

A l'occasion du débat sur la transition énergétique, Energy Cities a créé une liste de diffusion réservée aux questions « énergie et territoires » du débat.

Dossier méthanisation : les bonnes recettes du biogaz / CONNORS Anne

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1721, 31/10/2013, p. 47-54

Ce dossier comporte 3 articles :

- valoriser le biogaz des déchets : en centre d'enfouissement technique, la méthanisation des déchets ménagers s'opère d'elle-même. Mais, la valorisation du biogaz produit impose un investissement important et une bonne connaissance des procédures administratives.
- plein gaz pour les stations d'épuration : la méthanisation des boues de station d'épuration présente beaucoup d'intérêts. Elle facilite la gestion des boues et produit du biogaz. Mais, le valoriser hors site, sous forme de chaleur, d'électricité ou de bio méthane, n'est pas à la portée de toutes les Step.
- le biogaz se met au vert : de multiples déchets agricoles et industriels alimentent des unités de méthanisation. Aux débouchés classiques du biogaz s'ajoute l'injection dans le réseau.

Energies renouvelables, les collectivités s'engagent

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 446, 31/10/2013, p. 36-47

Dans le cadre de l'objectif européen des " 3 X 20 ", à savoir cet ensemble de dispositions visant à réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre, réaliser 20% d'économies d'énergie et atteindre 20% d'énergies renouvelables, le Grenelle de l'environnement a fixé comme objectif 23M d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie finale en 2020. Tandis que le débat national sur la transition énergétique offre aux collectivités locales la possibilité de s'exprimer sur les enjeux énergétiques, ces dernières ont décidé de prendre la main sur la stratégie énergétique de leurs territoires et investissent dans les énergies renouvelables.

Tandem biomasse-solaire à Juvignac / RICHARD AUDE

SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 217, 31/10/2013, p. 76-77

Un nouveau type de réseau de chaleur émerge en France depuis quelques mois : les réseaux alimentés par de la biomasse et par du solaire thermique. L'été, la chaudière biomasse s'arrête et le solaire prend le relais. Les émissions de gaz à effet de serre sont ainsi réduites. Démonstration avec l'installation de Juvignac.

Le solaire thermique cherche la lumière / RICHARD AUDE

SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 217, 31/10/2013, p. 70-72

Bien que soutenu, le solaire thermique collectif est à la peine. Manque de compétitivité, dysfonctionnements de certaines installations, mécanismes de soutien inadaptés... Depuis un an, l'Ademe et les professionnels planchent sur un plan de relance qui devrait se mettre en place en 2014.

Stockage de l'électricité, les solutions / BOULANGER VINCENT

SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 217, 31/10/2013

Les moyens de production électrique, renouvelables et conventionnels, totaliseront sous peu une puissance installée deux fois plus élevée que la charge de la consommation du pays. Le stockage de l'électricité devient la condition nécessaire à la poursuite de la transition énergétique.

Allemagne : chaleur renouvelable, un géant se réveille / BOULANGER VINCENT

SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 217, 31/10/2013, p. 4-11

10,4 % de chaleur, 2,3 millions de tonnes de granulés produits, 16,5 millions de m2 de capteurs solaires thermiques installés, 40 millions de tonnes de CO2 évitées. Malgré certaines résistances, la transition énergétique ("energiewende") dans le secteur électrique renouvelable va bon train en Allemagne. En revanche, dans le domaine de la chaleur renouvelable, le cap manque encore de clarté et de vastes potentiels attendent de se voir exploités.

Bilan énergétique de la France pour 2012 / CGDD

ECOLLECTIVITES PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL, n° 42, 31/10/2013, p. 14-15

Chaque année, le service de l'Observation et des Statistiques (SOEs) du ministère de l'Ecologie, du développement durable (CGDD) et de l'énergie établit le "bilan énergétique de la France". Publié le 30 juillet par le Commissariat général au développement durable, le bilan 2012 est disponible en téléchargement sur le site www.developpement-durable.gouv.fr pour permettre au public de prendre connaissance de l'ensemble des chiffres et statistiques relatifs à la consommation, la production et l'exportation d'énergies en France de l'année.

Télécharger le document :

http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/References/2013/Ref-bilan-energetique-de-la-france2012bis.pdf

La Cour des Comptes rappelle que les énergies renouvelables sont en difficulté

ECOLLECTIVITES PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL, n° 42, 31/10/2013, p. 8-11

Le marché de l'énergie connaît depuis deux ans des évolutions profondes : l'irruption des hydrocarbures non conventionnels, l'aggravation de la crise économique et l'accident de Fukushima bouleversent la donne.

Lien site Cour des Comptes :

<http://www.ccomptes.fr/Actualites/A-la-une/La-politique-de-developpement-des-energies-renouvelables>

Hydrolien : les technologies s'affûtent / MAINCENT GUILLAUME

ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET ENERGIE, n° 15, 31/10/2013, p. 31-36

Une nouvelle filière de production d'énergie renouvelable s'apprête à éclore en France : l'hydrolien. Après les prototypes, les démonstrateurs sont sur le point de céder la place aux fermes expérimentales. Avant les parcs commerciaux dans quelques années.

Ce dossier comporte les articles suivants : Réduire le coût du kilowattheure - Garantir la fiabilité sur la durée - Expérimenter l'hydrolien fluvial.

Le Parlement européen veut accélérer la rénovation énergétique / CHASNIER JEROME

ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET ENERGIE, n° 15, 31/10/2013, p. 19

Un rapport d'initiative de la commission Itre du Parlement européen souhaite rehausser la portée des mesures de la directive sur l'efficacité énergétique adoptée en 2012.

Rénovation énergétique : du solaire et des granulés de bois à l'Abbaye de Fontevraud /

BAHJEJIAN Lydie

ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET ENERGIE, n° 15, 31/10/2013, p. 17

Le monument historique s'est équipé de deux chaufferies au bois et de 92 panneaux photovoltaïques. Sur le site, la pose de doubles vitrages et des travaux d'isolation ont également permis de réduire drastiquement la facture énergétique.

Valenciennes à l'heure de l'éclairage "durable" / BURIE ERIC

PAYSAGE ACTUALITES, n° 363, 31/10/2013, p. 4

Dans le cadre de son partenariat public/privé avec Bouygues Energies & Services depuis 2011, la ville de Valenciennes est la première ville à signer la charte de l'éclairage durable de Noé Conservation pour la protection de la biodiversité.

Economies d'énergies / VILLE FREDERIC

Journal des maires et des conseillers municipaux, n° 10, 31/10/2013, p. 26-32

Au sommaire de ce dossier :

- Conseil en énergie partagé : cibler les investissements
- Electricité-chauffage : trouver des solutions innovantes
- Réglementation thermique 2012 : respecter les nouvelles normes
- Rénovation énergétique : améliorer les logements

France : quelle énergie pour demain?

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, n° 328, 31/10/2013, p. 67-76

La France va-t-elle enfin s'engager dans la transition énergétique ? Tout retard supplémentaire pour économiser l'énergie et développer les renouvelables serait lourd de conséquences, tant sur le plan écologique qu'économique, car les choix énergétiques sont des choix de long terme.

Sur le terrain, nombre d'acteurs, notamment les collectivités territoriales, mettent déjà en œuvre des solutions d'avenir. Tant en matière d'efficacité énergétique que d'énergies renouvelables.

La difficile percée des réseaux de froid / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 257, 23/10/2013, p. 24-25

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22098/TPL_CODE/TPL_REVUE_ART_FICHE/PAG_TITLE/La+difficile+perc%C3%A9e+des+r%C3%A9seaux+de+froid/48-technicites.htm

Très efficace, la production centralisée d'eau glacée est assez peu répandue sur le territoire car elle nécessite des investissements importants. Plusieurs villes testent des alternatives pour rafraîchir les bâtiments, notamment en s'appuyant sur les réseaux de chaleur existants.

PLF 2014 : les députés ont voté la contribution climat énergie et la hausse de la TVA sur la gestion des déchets et les transports / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 22/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266097556&cid=1250266096957>

Les députés ont voté le 21 octobre l'instauration d'une contribution climat énergie (CCE) dans le projet de loi de finances pour 2014. "Pour la première fois, nous allons avoir une composante carbone dans notre fiscalité. C'est une avancée", s'est réjoui l'écologiste Denis Baupin dont le parti avait fait du verdissement de la fiscalité une condition pour le vote du budget 2014. Cette taxe carbone revisitée consiste à augmenter progressivement les taxes intérieures sur la consommation des produits énergétiques polluants, les TIC, en fonction de leurs émissions de CO2. La composante carbone intégrée aux TIC sera fixée à 7 euros la tonne, puis atteindra 14,5 euros en 2015 et 22 euros en 2016. En tout, la mesure doit rapporter 340 millions d'euros l'an prochain, avant une montée en puissance à 2,5 milliards en 2015 et 4 milliards en 2016. La TIC sur les carburants et sur le fioul domestique sera cependant globalement maintenue au même niveau l'an prochain. Elle n'augmentera que sur le fioul lourd, le gaz naturel et le charbon.

Un institut pour la transition énergétique dans les villes / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 18/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266087160&cid=1250266080925>

Le gouvernement a annoncé le 17 octobre le lancement d'un institut consacré à la transition énergétique dans les villes, Efficacy. Installé à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), il réunira notamment EDF, Veolia Environnement, GDF Suez, la RATP, Vinci et IBM. Financés par l'Etat dans le cadre du programme Investissements d'avenir à hauteur de 15 millions d'euros, les travaux de recherche d'Efficacy "visent à développer des outils permettant d'améliorer l'efficacité énergétique et l'empreinte carbone de la ville à ses différentes échelles (bâtiment, quartier, ville)", a indiqué le ministère de l'Ecologie et de l'Energie dans un communiqué.

Certificats d'économie d'énergie : la Cour des comptes publie son rapport

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 16/10/2013

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/4144/>

Améliorer l'efficacité du dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE), c'est l'objectif des recommandations émises ce mercredi 16 octobre par la Cour des comptes dans un rapport très attendu. Selon l'Ademe, les CEE auront permis d'économiser entre juillet 2006 et fin 2013 (deux premières périodes de leur mise en œuvre) 78,8 TWh, soit l'équivalent de la consommation annuelle de chauffage de six millions de logements.

Les énergies vertes dans le rouge / SCHAUB Coralie

LIBERATION, n° 10081, 11/10/2013

En France, une politique d'Etat brouillonne et une mauvaise utilisation des fonds, pourtant considérables, freinent le développement des renouvelables.

Les énergies renouvelables, on les adore ou on les voue aux gémonies. Et, quand on les démonte, on pointe surtout leur coût. Lors de la conférence environnementale mi-septembre, François Hollande avait lui-même dénoncé «des effets d'aubaine, des gâchis des deniers publics et des comportements spéculatifs», semblant condamner le système actuel de soutien à la filière fondé sur un tarif garanti de rachat de l'électricité par EDF. Les aides aux renouvelables seraient «revisitées», avait-il conclu, sans en dire plus. Suscitant l'inquiétude des professionnels.

Le nucléaire, un débat très atomisé / HUET Sylvestre

LIBERATION, n° 10081, 11/10/2013

Fission. Ni à prendre ni à laisser... l'intérêt de l'énergie atomique, différent selon les pays, dépend de nombreux facteurs. Panorama des arguments. Comment participer au débat sur l'énergie nucléaire sans se faire piéger par le bombardement de propagande et de publicité qui le mine ? Quelques conseils non exhaustifs.

Bâtiment-énergie : Nantes Métropole inaugure son stade à énergie positive

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 10/10/2013

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/4137/>

Avec ce stade d'athlétisme couvert, Nantes Métropole se dote de la plus grande centrale photovoltaïque urbaine de France.

4 000 m² de panneaux photovoltaïques, soit 556 kWc de puissance installée, et une production annuelle de 600 000 kWh : voilà en quelques chiffres ce que représente le stade d'athlétisme de Nantes Métropole, qui sera inauguré le samedi 12 octobre.

Performance énergétique : Honfleur teste avec succès le CPE en marché public

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5733, 11/10/2013, p. 54-55

Depuis deux ans, la commune du Calvados réalise des économies d'énergie sur une quarantaine de bâtiments grâce à un contrat de performance énergétique. Originalité : le CPE a été passé en marché simple.

Réseaux d'électricité : vers davantage de transparence / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 12-13

Malgré son monopole, ERDF est tenu de fournir des informations techniques et financières précises à chaque syndicat. Les investissements sur le réseau ont été insuffisants dans les années 1990. Ils ont retrouvé aujourd'hui un niveau acceptable. ERDF et les collectivités ont signé un protocole mi-septembre pour améliorer leurs relations.

Collectivités territoriales et transition énergétique / BILLET PHILIPPE

SEMAINE JURIDIQUE - ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES (LA), n° 41, 07/10/2013, p. 49-52

De l'éclairage public à la promotion des énergies renouvelables par le droit de l'urbanisme en passant par la gestion d'installations de production, les collectivités territoriales sont plus que jamais un partenaire obligé de l'Etat dans sa politique de transition énergétique, incitant au recours aux énergies renouvelables, participant de la maîtrise de la demande d'énergie, la produisant et la distribuant même. Leur place reste sans doute à redéfinir cependant, en raison des difficultés d'articulation des compétences entre elles.

Atouts et potentiel de développement de l'hydroélectricité / WANEGUE J.J.

ENERGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE, n° 42, 30/09/2013, P; 50-61

Alors que la France est en plein débat sur la transition énergétique, il est utile de rappeler le rôle que joue sur notre territoire l'hydroélectricité en tant que première énergie renouvelable. Il importe aussi d'examiner les perspectives qu'elle offre dans ce que sera notre nouveau mix énergétique..

Quelles énergies pour le monde de demain ? / WANEGUE J.J.

ENERGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE, n° 42, 30/09/2013, p. 32-40

Un nouveau monde est en marche : nouvelles puissances, nouveaux équilibres, nouveaux défis, nouveaux risques comme l'explique l'économiste Jean-Paul Fitoussi. Les plus grands acteurs politiques et économiques de la planète se sont réunis à Paris à l'OCDE les 17 et 18 avril derniers. Le Forum Nouveau Monde s'est articulé autour de quatre questions. Chacune de ces questions a été l'objet d'une table ronde animée et constructive avec la présence de dirigeants politiques, d'économistes et de grands chefs d'entreprise qui ont débattu sans tabou de ces questions fondamentales déterminantes pour les choix de nos gouvernants.

2.2 Gestion des bâtiments

Rénovation thermique : lifting sur mesure pour bâtiment classé / LESQUEL EMMANUELLE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1721, 31/10/2013, p. 8

Ce qui est fait à l'intérieur ne se voit pas de l'extérieur. La rénovation BBC de l'emblématique immeuble de la Poste République, classé et situé en plein cœur de Lille, a obligé la société Norpac (filiale de Bouygues) à se creuser les méninges.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Préparer la transition / BATTAGLINI SEBASTIEN

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 202, 31/10/2013, p. 14-15

Les 3èmes rencontres des SRER ont cherché à déterminer la place des entreprises de réseaux dans la transition énergétique.

Le vélo en panne de stationnement

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1721, 31/10/2013, p. 34-35

La création d'abris sécurisés et facile d'accès est la question centrale du développement de la pratique du vélo.

Qu'est-ce que la ville intelligente ? / MOREL JOURNAL Guillemette

D'ARCHITECTURE, n° 221, 31/10/2013, p. 42-46

Le dernier essai d'Antoine Picon est consacré à la ville intelligente. L'auteur, ingénieur des Ponts, architecte, professeur d'histoire des techniques à l'Ecole des ponts et à Harvard, s'interroge sur l'influence des outils numériques sur les espaces et les modes de vie contemporains. Quels sont les potentiels, les limites et surtout les risques de ces objets et expériences qui font désormais partie de notre quotidien ?

Atesat : chronique d'une mort annoncée / D. Gerbeau

Lagazettedescommunes.com, 25/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/203883/atesat-chronique-dune-mort-annoncee/>

Le projet de loi de finances pour 2014 annonce la fin de l'aide technique de l'Etat aux petites communes. L'ADF s'est vite proposée comme solution miracle : dans un communiqué du 21 octobre 2013, elle propose de conforter le rôle des départements en matière d'ingénierie.

Soutien à l'innovation : les pistes du rapport de l'IDRRIM / C. Farrugia-Tayar

Lagazettedescommunes.com, 24/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/203990/soutien-a-linnovation-les-pistes-du-rapport-de-l-idrrim/>

Les collectivités territoriales devraient pouvoir avoir un droit à l'expérimentation mieux encadré par le Code des marchés publics, et accompagné d'un « filet » juridique. Yves Krattinger, sénateur, président du Conseil général de la Haute-Saône, et président de l'Institut des Routes, des Rues, et des Infrastructures pour la Mobilité a remis le 23 octobre un rapport au ministre du Transport Frédéric Cuvillier. Intitulé « Pourquoi et comment soutenir l'innovation dans le domaine des infrastructures de transport », ce document formule 21 propositions destinées à encourager les collectivités locales à innover en ce domaine.

Routes : un rapport de l'Idrrim sur l'innovation fait consensus auprès des collectivités / Boëdec Morgan
Localtis, 24/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266104623>

Un rapport de l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (Idrrim), remis le 23 octobre aux ministres des Transports et de l'Ecologie, suggère un pilotage renforcé de l'innovation dans ce secteur et un recours plus systématique aux variantes dans la commande publique.

<http://www.idrrim.com/ressources/documents/3/1932,Rapport-IDRRIM-Les-dispositifs-de-s.pdf>

L'A65, trop chère autoroute pour les collectivités d'Aquitaine / C. Néau

Lagazettedescommunes.com, 08/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/202964/la65-trop-chere-autoroute-pour-les-collectivites-daquitaine/>

Un article de presse à propos des pertes de l'A65 a provoqué une cacophonie au sein des collectivités territoriales d'Aquitaine, mais a aussi révélé les questions et les inquiétudes que cette autoroute la plus chère de France génère. Ou, contrairement à la Bretagne, l'écotaxe est vue par les collectivités locales d'Aquitaine comme un sauveur.

La rocade de Marseille sera construite par un consortium mené par Bouygues en PPP / AFP

Lagazettedescommunes.com, 08/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/199195/la-rocade-de-marseille-sera-construite-par-un-consortium-mene-par-bouygues-en-ppp/>

Un consortium mené par Bouygues Construction a signé avec le ministère des Transports un contrat de partenariat pour la nouvelle rocade de contournement de Marseille, d'une durée de 30 ans et d'un montant de 620 millions d'euros, a annoncé le groupe mardi 8 octobre.

Espaces publics sans encombres : une application existe à Lille / LESQUEL EMMANUELLE

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 38

Les agents cadre de vie de la ville de Lille facilitent grandement le signallement et la gestion des problématiques « voirie ». Depuis un an, ils bénéficient d'une application Smartphone et d'un logiciel dédié. Aperçu en mode 2.0.

Viabilité hivernale en milieu urbain : de la planification à l'exécution

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 29-34

La viabilité hivernale est une préoccupation constante pour les gestionnaires de voirie dans les zones régulièrement touchées par les épisodes neigeux. Ces gestionnaires doivent prévoir une organisation permettant d'anticiper et de traiter ces phénomènes, et l'adapter lors d'intempéries intenses et prolongées. Il est par ailleurs indispensable d'intégrer à cette réflexion l'ensemble des modes alternatifs à la voiture. Ceux-ci peuvent présenter de véritables enjeux de déplacement en période hivernale.

DT-DICT : le ministère prépare une évolution de la réglementation et un assouplissement du calendrier

/ A. Caccivio

Lagazettedescommunes.com, 07/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/198803/dt-dict-le-ministere-prepare-une-evolution-de-la-reglementation-et-un-assouplissement-du-calendrier-2/>

Entrée en vigueur le 1er juillet 2012, la réglementation sur les travaux effectués à proximité des réseaux est appelée à évoluer, pour tenir compte des difficultés rencontrées sur le terrain. C'est ce qu'a indiqué Antoine Baron, de la société Sogelink, à l'occasion du congrès national de l'Association des techniciens territoriaux de France (ATTf), le 3 octobre à Beaune (Côte-d'Or).

Baisse de la vitesse sur les routes : 40 millions d'automobilistes s'oppose aux recommandations du CNSR

Lagazettedescommunes.com, 07/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/198824/baisse-de-la-vitesse-sur-les-routes-40-millions-dautomobilistes-soppose-aux-recommandations-du-cnsr/>

Alors qu'un rapport de quinze experts mandatés par le Conseil national de sécurité routière (CNSR) préconise de diminuer la vitesse de 90 à 80 km/h sur les routes secondaires, l'association 40 millions d'automobilistes réplique. Dans une lettre ouverte adressée dimanche 6 octobre au ministre de l'Intérieur, elle assure que les vitesses actuelles sur les routes secondaires ne représentent pas un danger mortel.

L'AFITF va engager plus de 686 millions d'euros dans des projets de TCSP / C. Farrugia-Tayar
Lagazettedescommunes.com, 03/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/198514/lafitf-va-engager-plus-de-686-millions-deuros-dans-des-projets-de-tcsp/>

L'Agence de financement des infrastructures de France (AFITF) a réuni son conseil d'administration le 3 octobre dans le but de statuer sur les différents scénarios envisagés, en matière de stratégie d'investissement dans les transports publics. C'est le scénario numéro 2 qui a retenu l'attention de l'AFITF, tel que l'avait proposé la Commission « Mobilité 21 ». A savoir, un programme de nouveaux projets nécessitant un investissement d'environ 30 milliards d'euros à l'horizon 2030.

Desserte de proximité : transformer un axe stratégique pour fluidifier les échanges et mieux partager la ville / GODEFROY Sébastien

VILLE RAIL ET TRANSPORTS, supp. au n° au n°556, 01/10/2013, p. 72-76

Comment rendre compatibles une voie d'accès principale à un hôpital, la vie de quartier et les déplacements doux ? En privilégiant la fluidité à la vitesse ! C'est le pari qu'a relevé Lorient dans le secteur des rives du Scorff, en repensant la voirie tout en organisant une meilleure répartition de l'espace public.

Les contributions spéciales exigées en cas de détériorations anormales de la voirie

DROIT DE LA VOIRIE ET DU DOMAINE PUBLIC, n° 173, 30/09/2013, p. 141-142

Lorsque des véhicules entraînent des détériorations anormales de la voirie, la collectivité gestionnaire peut demander réparation sous certaines conditions.

3.2 Eau et assainissement

Orly : une ville bientôt autonome en eau ? / MEUNIER MARTINE

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 148, 31/10/2013, p. 58-59

<http://www.horticultureetpaysage.com/articles-Gestion-de-leau-159.html#.Und0SxDHSq0>

Depuis quelques années, la Ville d'Orly s'est engagée dans une démarche de récupération des eaux différenciées. L'objectif ? Permettre une autonomie complète en eau pour subvenir à l'arrosage des espaces verts et au nettoyage intégral des voiries. A ce jour, 850 m3 de cuves de stockage ont été installés. Un excellent début à en croire le président de G2E Ile-de-France Arrosage et trésorier du Synaa, Dominique Raveraud, en charge des installations.

Recommandations pour la réalisation et la gestion des branchements à l'assainissement /

ROCHE Pierre-Alain

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 10, 31/10/2013, p. 45-63

Dossier comprenant : 1ère et 2ème parties : dispositions constructives (publiées dans TSM n° 10 de 2009), 3ème partie : gestion technique, administrative et financière (publiée dans TSM n° 7/8 de 2012), 4ème partie : contrôle des branchements à l'assainissement.

Nitrates : la France condamnée par Bruxelles / REY-BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 218, 31/10/2013, p. 13

Véritable serpent de mer, la directive Nitrates fait son retour dans l'actualité. Le 13 juin dernier, la Cour européenne de justice a condamné les manquements de la France concernant les zones vulnérables.

Ressources en eau : pesticides et nitrates omniprésents ? / BOMSTEIN DOMINIQUE

HYDROPLUS, n° 218, 31/10/2013, p. 10

Deux études du CGEDD sur la teneur en pesticides et en nitrates des ressources en eau montrent une contamination quasi généralisée. Ainsi, les pesticides sont détectés sur 93 % des points de mesure des cours d'eau français.

Eau potable : inventaire des réseaux, attention à l'échéance ! / REY-BRAHMI PAULINE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1721, 31/10/2013, p. 36-37

Les autorités organisatrices des services d'eau et d'assainissement ont jusqu'au 31 décembre prochain pour dresser l'inventaire de leurs réseaux. Au risque de voir doubler leur redevance "alimentation en eau potable".

Améliorer les interventions des SPANC / BATTAGLINI SEBASTIEN

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 202, 31/10/2013, p. 21

Tout n'est pas sombre dans le domaine des SPANC. Si l'on évoque plus volontiers les cas de défaillance, il est des collectivités qui se sont organisées pour que les missions exercées par les SPANC soient performantes tout en restant au service de l'usager. Outils, procédures et documents sont leurs outils privilégiés.

Béziers soigne ses coûts d'ANC / BATTAGLINI SEBASTIEN

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 202, 31/10/2013

L'Agglomération Béziers Méditerranée regroupe près de 110 000 habitants et comporte 2400 usagers de l'assainissement non collectif. Là aussi se pose la problématique du coût du Spanc. Pour le déterminer, il est intéressant de décomposer la façon dont l'agglomération a établi ce coût afin de l'expliquer aux usagers.

SPANC : harmonisation des pratiques dans le Lot / BATTAGLINI SEBASTIEN

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 202, 31/10/2013, p. 16

La création des SPANC ne s'est pas faite sans difficultés. Il a fallu convaincre les élus communaux et les usagers de l'intérêt de ces nouveaux services obligatoires et payants. Toutefois, l'incompréhension reste telle que certains territoires ne disposent toujours pas de Spanc. Cela crée de nombreuses disparités techniques mais surtout financières qui ne font que creuser l'impopularité de ces services. Le département du Lot tente de lutter contre ce phénomène.

Eaux souterraines : des outils de gestion locale à décliner / DELMOLINO ALEXANDRA

HYDROPLUS, n° 218, 31/10/2013, p. 31-37

La France dénombre près de deux cents aquifères importants et plus de six mille petits aquifères, qui fournissent près de 18 % de l'eau prélevée chaque année. Les eaux souterraines assurent ainsi 60 % de l'alimentation en eau potable et soutiennent les besoins de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme.

Assainissement non collectif : les Spanc en mal de financement / NEDEY FABIENNE

HYDROPLUS, n° 218, 31/10/2013, p. 22- 28

Face à une baisse des subventions de fonctionnement, les Spanc cherchent à pérenniser leur financement. Annualisation des redevances, modulation de la fréquence des contrôles, développement de nouvelles prestations peuvent permettre de lisser les recettes.

L'eau de la Step pour les industriels de Montoir / REY-BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 218, 31/10/2013, p. 20

A Montoir-de-Bretagne, deux industriels pourraient à terme utiliser les eaux usées traitées par la Step voisine. A condition de lever quelques freins techniques et financiers.

Micropolluants : appel à projets à destination des collectivités / REY-BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 218, 31/10/2013, p. 12

Le Ministère de l'Ecologie, l'Onema et les agences de l'eau lancent un appel à projets "micropolluants dans les milieux aquatiques". Il vise à l'émergence de solutions et de comportements innovants (modifications de pratiques des usagers ou des produits polluants), dans un rapport coût-efficacité optimisé.

Mettre à jour le descriptif du réseau d'eau potable

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 272, 31/10/2013, p. 62

Pour le 31 décembre 2013, communes et EPCI doivent avoir établi un descriptif de leur réseau d'eau et un programme d'amélioration si les fuites sont importantes.

Politique de l'eau : l'AMF défend les comités de bassin / Lenormand Anne

Localtis, 24/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266109379&cid=1250266106547>

Dans un communiqué diffusé le 23 octobre, l'Association des maires de France (AMF) dénonce les "menaces" à l'encontre des comités de bassin. "Régulièrement, la trésorerie des agences de l'eau, dont la gestion et la programmation des dépenses relèvent de la décision des comités de bassin, dans le respect des grandes orientations fixées par la loi, fait l'objet d'un détournement de son objet premier, à savoir le financement de la politique de l'eau", déplore l'association.

Directive Nitrates : la Commission européenne dresse son bilan / Marcangelo-Leos Philie

Localtis, 23/10/ 2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266102333&cid=1250266099719>

Dans son dernier rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la directive Nitrates, la Commission européenne relève une légère diminution des concentrations de nitrates. La subsistance de "zones critiques", le développement des cultures énergétiques et du biogaz appellent en particulier des actions supplémentaires pour parvenir à un bon état des eaux de l'Union à l'horizon 2015.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0683:FIN:FR:HTML>

Une directive réglementera la radioactivité dans l'eau potable / Radisson Laurent

Actu-environnement.com, 22/10/2013

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/eau-potable-radioactivite-directive-19769.php4>

Le Conseil de l'Union européenne a adopté le 22 octobre une directive établissant des exigences sanitaires en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine. Les eaux minérales naturelles et les eaux médicinales, qui sont déjà visées par d'autres directives, en sont en revanche exclues.

A la recherche de la gestion équilibrée de la ressource en eau

ACTUALITE JURIDIQUE - DROIT ADMINISTRATIF, n° 35/2013, 21/10/2013, p. 2018-2021

Si la gestion équilibrée de la ressource en eau reste l'objectif à atteindre depuis la loi du 3 janvier 1992, en pratique, cela ne va pas sans heurts. En effet, si cette gestion équilibrée doit notamment permettre d'assurer la valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable, c'est aussi à la condition de ne pas porter atteinte au bon état écologique des eaux. Face à ces objectifs a priori antinomiques, c'est bien souvent dans le prétoire que le débat doit être tranché.

Gestion déléguée : cap sur les municipales / Michel Tendil

Localtis, 15/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266043305&jid=1250266062834>

Gestion déléguée ou directe ? A quelques mois des élections municipales et de l'échéance de 2015, date à laquelle de nombreux contrats devront être renouvelés, la question va se poser avec acuité, dans un contexte de restrictions budgétaires. Un colloque réalisé par l'Institut de la gestion déléguée a permis de mesurer les progrès réalisés par la gestion déléguée depuis la loi Sapin qui fête ses vingt ans cette année. Toutefois, la comparaison entre les deux modes de gestion reste difficile. Le colloque a aussi été l'occasion de mettre en avant les perspectives de ce savoir-faire français à l'international, malgré la "douche" du secteur de l'eau exclu de la directive Concessions.

Gironde : maîtriser la consommation d'eau des ménages

Territorial.fr, 10/10/2013

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/67805/TPL_CODE/TPL_ACTURES_FICHE/PAG_TITLE/Gironde+%3A+ma%Eetriser+la+consommation+d%27eau+des+m%E9nages/302-actu.htm

Le Conseil général de la Gironde vient de présenter un projet européen Mac Eau partie intégrante d'un programme Life +. Avec un budget de 1,9 million d'euros, il s'agit de favoriser la recherche d'économies d'eau potable chez les ménages.

L'eau des rivières se fait plus rare dans la moitié sud de la France / Lenormand Anne

Localtis, 8/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266025115&cid=1250266023620>

"Il apparaît clairement une tendance à la baisse de la ressource en eau de surface et à l'aggravation des étiages [niveaux le plus bas, NDLR] sur de vastes portions du territoire, particulièrement sur la moitié sud mais pas seulement", selon une étude portant sur une période de quarante ans (1967-2007) publiée ce 8 octobre par l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema).

<http://www.onema.fr/IMG/pdf/debits-des-rivieres.pdf>

Les douches de plage alimentées par l'eau de mer filtrée / LUNEAU SYLVIE

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 41

Outre la lutte contre l'érosion des plages, le nouveau dispositif testé cet été à Saint-Gilles-Croix-de-Vie (Vendée) permet de produire de l'eau douce et de la chaleur. Un système trois en un.

Perchlorates dans l'eau potable : des solutions à trouver / LUNEAU SYLVIE

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 16-17

Depuis deux ans, de nombreuses communes ont découvert du perchlorate d'ammonium dans leurs captages d'eau potable. L'élimination de cette contamination, tant en préventif qu'en curatif, reste en suspens.

Vers une baisse du prix de l'eau à Marseille / AFP

Lagazettedescommunes.com, 07/10/2013

http://www.lagazettedescommunes.com/198936/vers-une-baisse-du-prix-de-leau-a-marseille/?utm_source=quotidien&utm_medium=Email&utm_campaign=08-10-2013-quotidien

Les nouvelles délégations de service public (DSP) pour la distribution et l'assainissement de l'eau à Marseille devraient aboutir à une baisse de prix pour les usagers, a annoncé vendredi 4 octobre le président de la communauté urbaine de Marseille, Eugène Caselli.

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

Energies marines et dragages des ports au cœur de la 15e conférence régionale de la mer et du littoral / S. Stoll

Lagazettedescommunes.com, 24/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/204030/energies-marines-et-dragages-des-ports-au-coeur-de-la-15e-conference-regionale-de-la-mer-et-du-littoral/>

La Conférence régionale de la mer et du littoral a tenu sa 15ème session, lundi 21 octobre 2013 à Rennes. Pierre Karleskind, vice-président du conseil régional de Bretagne chargé de la mer et du littoral fait le point sur les principaux dossiers : les énergies marines renouvelables et le dragages des ports.

Digues post-Xynthia: Martin donne des consignes pour accélérer les travaux : AFP

Lagazettedescommunes.com, 24/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/204054/digues-post-xynthia-martin-donne-des-consignes-pour-acceler-les-travaux/>

Devant le retard pris par le plan de renforcement des digues dans les zones frappées par la tempête Xynthia en 2010, le ministre de l'Ecologie, Philippe Martin, a demandé jeudi 24 octobre aux préfets concernés d'"accélérer les travaux" en simplifiant les procédures.

Aéroports régionaux: le Sénat juge les propositions de la commission européenne « dangereuses » / AFP

Lagazettedescommunes.com, 03/10/2013

<http://www.lagazettedescommunes.com/198493/aeroports-regionaux-le-senat-juge-les-propositions-de-la-commission-europeenne-dangereuses/>

La Commission européenne sur les aéroports régionaux veut "limiter considérablement la possibilité pour les collectivités locales de subventionner les aéroports au titre de leur mission de service public", dénonce la commission des Affaires européennes du Sénat.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature et paysage urbain

A Lardy, on a coupé l'herbe sous le pied des pesticides / MOUGEY AMELIE

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 1721, 31/10/2013, p. 60-61

Depuis 2009, cette ville de l'Essonne ne joue plus du bidon contre les mauvaises herbes. Une révolution qui a demandé de gros efforts dans les parcs et dans les consciences. Mais qui a surtout soulagé les jardiniers et fait revenir les papillons.

La taille raisonnée, une pratique à adopter ! / MEUNIER Martine

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 148, 31/10/2013, p. 50-51

Silhouettes déséquilibrées, arbres à la santé fragile, pertes foliaires ou difficultés de reprise, la pratique d'une taille drastique ou aléatoire des arbres peut avoir des conséquences graves à plus ou moins long terme. Considérant l'investissement que la plantation d'un arbre représente pour les communes et à fortiori l'impact paysager de ces plantations, il convient d'adopter des pratiques de tailles adaptées, et, au-delà, des modes de gestion qui respectent l'arbre. A Chamalières dans le Puy de Dôme, la taille douce s'inscrit dans une gestion raisonnée du patrimoine arboré, et quelques gestes ont tout changé.

Gestion des espaces verts : un indic bien sympathique ! / HADDAD Yaël

PAYSAGE ACTUALITES, n° 353, 31/10/2013, p. 34-35

Afin de répondre aux divers questionnements que peuvent avoir les responsables de services espaces verts (SEV), un nouvel outil interactif élaboré par Plante & Cité leur est proposé. Son nom : SEV'Indic.

Quel fleurissement pour les jardins sur dalle ? / POUILLART JEAN

PAYSAGE ACTUALITES, n° 353, 31/10/2013, p. 23-24

En ville, le béton gagne chaque jour un peu plus de terrain. Le fleurissement des toitures-terrasses contrebalance en partie cette terrible tendance, pour le bonheur des citadins assoiffés de verdure.

Rungis, une ville verte au milieu des autoroutes / HADDAD YAEL

PAYSAGE ACTUALITES, n° 363, 31/10/2013, p. 14-16

Malgré les fortes contraintes urbaines qui l'entourent, la ville pérennise un cadre paisible et verdoyant. Pour cela, sa politique environnementale trace sa route, avec une ligne directrice claire et précise.

Plantes invasives : une préoccupation grandissante en Europe / VIDRIL VALERIE

LIEN HORTICOLE, n° 859, 16/10/2013, p. 12-13

Les espèces exotiques envahissantes font de plus en plus parler d'elles. L'état réglementaire se resserre autour de ces végétaux considérés comme l'une des principales menaces pour la biodiversité. Reste à tous les acteurs de la filière horticole à coordonner leurs actions pour les identifier et les éradiquer...

Le succès et les bienfaits des jardins familiaux / CHRISTOPHE JEAN-CLAUDE

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 24-26

Longtemps considérés comme les champs des pauvres, les jardins sont revenus à la mode. Ils connaissent, à nouveau, un engouement accru de la population à la recherche du contact avec la nature et de produits « bio ». Les collectivités sont directement concernées au titre de leurs actions urbanistiques, environnementales et de développement durable.

Le succès et les bienfaits des jardins familiaux / CHRISTOPHE JEAN-CLAUDE

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 24-25

Longtemps considérés comme les champs des pauvres, les jardins sont revenus à la mode. Ils connaissent, à nouveau, un engouement accru de la population à la recherche du contact avec la nature et de produits « bio ». Les collectivités sont directement concernées au titre de leurs actions urbanistiques, environnementales et de développement durable.

Le paysage structure l'espace public de la commune / CLAVEIROLE Cécile

LIEN HORTICOLE, n° 857, 02/10/2013, p. 10-11

Patrick Barbier, maire de Muttersholtz (67), a fait des choix paysagers forts dans lesquels le végétal tient une large part. L'objectif est de favoriser la mixité d'usage de l'espace public tout en renforçant la sécurité routière au cœur de cette cité alsacienne très attachée aux valeurs environnementales.

Désherbage : évaluer les dangers / FAYOLLE PASCAL

LIEN HORTICOLE, n° 857, 02/10/2013, p. 8

L'institut Plante & Cité a lancé en juillet son projet Compamed Santé, consacré aux risques professionnels des gestionnaires de ZNA (zones non agricoles).

A l'attaque des variétés de plantes invasives qui étouffent la rivière / LAHIDELY MYRIEM

Gazette des communes, des départements, des régions (La), n° 2190, 30/09/2013, p. 36

<http://archives.lagazettedescommunes.com/22477679/-ew-a-ew-ew-l-ew-ew-attaque-ew-ew-des-ew-ew-varietes-ew-ew-de-ew-ew-plantes-ew-ew-invasives-ew-ew-qui-ew-ew-etouffent-ew-ew-la-ew-ew-riviere-ew>

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion équilibrée (Smage) des Gardons (Gard) mène campagne contre la jussie et la renouée du Japon, qui colonisent le Gardon. Enjeu : intervenir avant que l'implantation des végétaux ne devienne irréversible.

La création d'un poste de référent ambroisie pour une lutte efficace ! / THIERY CLAUDE

LIEN HORTICOLE, n° 856, 25/09/2013, p. 8-9

Pierre-Charles Crozat, directeur du service espaces verts de Saint Priest, près de Lyon, a obtenu la création d'un poste à mi-temps durant 5 mois pour lutter efficacement contre l'ambroisie. Le référent sensibilise l'ensemble des interlocuteurs concernés par cette plante envahissante et allergisante pour que son contrôle devienne significatif au quotidien.

4.2 Environnement

Gaz de schiste : la bataille de France a commencé / LE LOET Karine

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 51, 31/10/2013, p. 44-47

Ce n'est plus de la politique, c'est du poker menteur. Les industriels prétendent ne plus chercher de gaz de schiste, le gouvernement dit ne pas vouloir leur exploitation. Sauf que tout prouve le contraire. Le prétendu eldorado tourne les têtes, et les jours à venir s'annoncent décisifs.

Rapport de développement durable : comment s'y prendre? / JUAN MATHILDE

TECHNI.CITES, n° 257, 23/10/2013, p. 20-22

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22097/TPL_CODE/TPL_REV_ARTSEC_FICHE/PAG_TITLE/Rapport+de+d%E9veloppement+durable+%3A+comment+s%27y+prendre+%3F/346-fonction-publique-territoriale-tous-nos-articles-de-presse.htm

Depuis 2011, les collectivités et EPCI de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'élaborer un rapport annuel de développement durable. Cet exercice, qui doit intervenir en amont du débat d'orientation budgétaire, favorise la prise en compte du développement durable dans les politiques publiques. Comment faire, dès lors, pour réussir cet exercice ?

PLF 2014 : les députés ont voté la contribution climat énergie et la hausse de la TVA sur la gestion des déchets et les transports / LENORMAND ANNE

localtis, 22/10/2013

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266097556&cid=1250266096957>

Les députés ont voté le 21 octobre l'instauration d'une contribution climat énergie (CCE) dans le projet de loi de finances pour 2014. "Pour la première fois, nous allons avoir une composante carbone dans notre fiscalité. C'est une avancée", s'est réjoui l'écologiste Denis Baupin dont le parti avait fait du verdissement de la fiscalité une condition pour le vote du budget 2014. Cette taxe carbone revisitée consiste à augmenter progressivement les taxes intérieures sur la consommation des produits énergétiques polluants, les TIC, en fonction de leurs émissions de CO₂. La composante carbone intégrée aux TIC sera fixée à 7 euros la tonne, puis atteindra 14,5 euros en 2015 et 22 euros en 2016. En tout, la mesure doit rapporter 340 millions d'euros l'an prochain, avant une montée en puissance à 2,5 milliards en 2015 et 4 milliards en 2016. La TIC sur les carburants et sur le fioul domestique sera cependant globalement maintenue au même niveau l'an prochain. Elle n'augmentera que sur le fioul lourd, le gaz naturel et le charbon.

Les terres agricoles et les conflits d'usage

Ccomptes.fr, 16/10/2013

La Cour des comptes a rendu public, le 16 octobre 2013, un référé de son Premier président sur les terres agricoles et les conflits d'usage. L'analyse de l'action publique conduite en la matière montre que d'importantes marges de progrès existent. :

<http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Les-terres-agricoles-et-les-conflits-d-usage>

L'interdiction de la fracturation hydraulique est légale

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 11/10/2013

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/4140/>

Le Conseil constitutionnel a confirmé la légalité de l'interdiction de la fracturation hydraulique. Il avait été saisi par le Conseil d'Etat d'une question prioritaire de constitutionnalité posée par la société de forage Schuepbach.

Les villes mettent l'écologie à leur agenda / LAVAL GILBERT

LIBERATION, n° 10081, 11/10/2013

Convaincre que l'énergie de demain se prépare aujourd'hui : à Albi et Le Séquestre, communes voisines du Tarn, l'objectif est le même, mais les méthodes diffèrent.

L'un est tenant de la «logique du flou», l'autre serait plutôt porté à métrier chacun de ses pas et à calculer chacun de ses propos. Même si seule une rocade sépare les deux cités, Gérard Poujade, maire PS du Séquestre, et Jean-Michel Bouat, adjoint centriste-UDI en charge du développement durable de la ville d'Albi, à majorité UMP, ne roulent pas au même combustible. Le fourneau de leurs Agenda 21 respectifs carbure pourtant à plein régime.

Zones humides : des pistes pour accroître l'efficacité du plan d'action / MARCANGELO-LEOS PHILIE

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 10/10/2013

<http://www.journal-des-communes.fr/actualites/4136/>

Dans un rapport publié le 19 septembre dernier, le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) formule plusieurs propositions pour accroître l'efficacité du plan national d'action pour les zones humides. Parmi les leviers d'action, la fiscalité et les mécanismes de compensation à l'œuvre dans les projets d'infrastructures et d'urbanisation.

Adaptation au changement climatique : considérer l'évolution du territoire / RONEZ Benoît, LASSERRE Virginie

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 18-20

Les démarches locales d'adaptation au changement climatique se sont jusqu'alors basées sur les évolutions du climat plutôt que sur leurs conséquences complexes pour les territoires. Or, considérer l'adaptation d'un territoire nécessite aussi de prendre en compte ses évolutions propres, qui modifieront sa sensibilité au climat. L'adaptation doit donc être pensée au sein de réflexions sur le devenir du territoire.

Promouvoir et améliorer la réparation du préjudice écologique : à propos du rapport du 17 septembre 2013

Semaine juridique - Édition générale (La), n° 40, 30/09/2013, p. 1773-1776

Le rapport du groupe de travail présidé par Yves Jégouzo a été remis à la garde des Sceaux le 17 septembre dernier. Dense et "opérationnel", il fait, en aval d'une analyse minutieuse des difficultés soulevées par la réparation du préjudice écologique, des propositions concrètes. Ayant identifié et délimité le "préjudice écologique réparable", le groupe de travail a élucidé les conditions d'une action en réparation effective qui met en avant le principe d'une réparation prioritairement en nature et la nécessité de rationaliser les actuelles procédures juridictionnelles. Si elles sont suivies, ces préconisations, synthétisées en 10 propositions, devraient permettre d'améliorer sensiblement l'efficacité du principe de responsabilité environnementale dans ses dimensions réparatrice et préventive.

Le rapport :

http://www.justice.gouv.fr/art_pix/1_rapport_prejudice_ecologique_20130914.pdf

4.3 Déchets et propreté

Economie circulaire et déchets

ECOLLECTIVITES PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL, n° 42, 31/10/2013, p. 20-22

La conférence environnementale 2013 veut avancer sur 5 nouveaux chantiers dont l'économie circulaire (table ronde n° 1) qui doit conduire à développer le recyclage et la valorisation des déchets mais aussi favoriser les circuits territorialisés. Cette table ronde, présidée par les ministres de l'écologie, de l'économie sociale et solidaire et du redressement productif, a rédigé un document préparatoire à la conférence. Ce travail constate que le modèle linéaire "produire, consommer, jeter" a atteint ses limites. Une dépendance accrue vis-à-vis de ressources épuisables et l'irréversible augmentation du prix des matières premières à la fois en monnaie et en coût écologique, demandent le passage d'une logique de gestion des déchets à une logique de gestion des ressources.

Déchets municipaux : le Symevad lance les travaux de son usine de méthanisation et production de combustibles / CARROY Chrystelle

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 10081, 31/10/2013, p. 4-6

Inspiré par l'expérience du syndicat allemand ZAK, le Symevad va substituer à son incinérateur une usine de traitement et valorisation matière et énergie. Un procédé qui combine méthanisation d'eaux de pressage et préparation de combustibles solides de récupération.

Kerval centre Armor (Côtes-d'Armor) : un syndicat pour la moitié des déchets du département /

STOLL Stéphanie

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2193, 21/10/2013, p. 38-39

<http://archives.lagazettedescommunes.com/22616203/-ew-un-ew-ew-syndicat-ew-ew-pour-ew-ew-la-ew-ew-moitie-ew-ew-des-ew-ew-dechets-ew-ew-du-ew-ew-departement-ew>

Une décision préfectorale de 2012 impose la fusion de quatre syndicats de traitement des déchets des Côtes-d'Armor. Les élus ont fait de cette contrainte l'occasion de définir une stratégie commune, avant d'engager un investissement majeur dans une nouvelle unité de valorisation. Le Smettral est mort, vive Kerval centre Armor.

Médiateur de la propreté : restaurer le dialogue sur l'espace public avec ses différents usagers / VAN

SANTEN DANIELLE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2193, 21/10/2013, p. 74

<http://archives.lagazettedescommunes.com/22616260/-ew-restaurer-ew-le-ew-dialogue-ew-sur-l-ew-espace-ew-ew-public-ew-avec-ew-ses-ew-ew-differents-ew-ew-usagers-ew>

Le contexte : face à la montée des exigences des riverains en matière de propreté et à la persistance des comportements inciviques, il est nécessaire de trouver le bon mode de communication. La problématique : citoyens et services de nettoyage doivent être impliqués dans une politique préventive.

La sortie du statut de déchet renforcera la qualité des produits proposés par les centres de tri /

COLLET Philippe

Actu-environnement.com, 15 octobre 2013

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/pascal-gennevieve-sortie-statut-dechet-federec-19718.php4#xtor=EPR-1>

Alors que trois des principales matières recyclables ont fait l'objet d'un règlement européen de sortie du statut de déchet, Pascal Genneviève, président de la branche papiers et cartons de la Fédération des entreprises du recyclage (Federec) revient sur les impacts de la mesure.

Les mâchefers en quête de valorisation / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 256, 08/10/2013, p. 22-23

Désormais bien encadrée, la valorisation des résidus solides d'incinération est un enjeu économique non négligeable pour les collectivités. Mais les maîtres d'ouvrage ont encore du mal à considérer le mâchefer comme un substitut aux matériaux d'extraction.

Chargé de prévention "déchets" : un coup d'accélérateur donné aux programmes locaux de prévention / VILLE FREDERIC

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2191, 07/10/2013, p. 76

Le recrutement des chargés de prévention "déchets" bat son plein dans le cadre de la mise en place des programmes locaux de prévention. Ces agents doivent mener des opérations pour limiter la production de déchets.

Déchets : augmentation des coûts, pression du "Grenelle"... les élus au bord de la rupture /

NEDEY FABIENNE

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 272, 10/2013, p. 26-31

Depuis trois décennies, les collectivités compétentes en matière de déchets se sont organisées pour mettre en œuvre, souvent au prix d'un certain courage politique, un schéma moderne multi filière de gestion de déchets. Mais aujourd'hui, dans un contexte général tendu pour les finances locales et de réforme réglementaire, les collectivités traversent une période difficile en matière de déchets.

Centres de tri efficaces et sûrs

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1721, 10/2013, p. 38-45

La première génération des centres de tri de la collecte sélective arrive en fin de vie. Plutôt de petite taille et à tri manuel, ils sont peu à peu remplacés par des centres plus grands, plus industrialisés, traitant un plus grand nombre de matières. Avec deux objectifs en ligne de mire. Techniquement, il faut sans cesse améliorer les volumes récupérés, et socialement, il faut offrir aux trieurs des conditions de travail sécurisées et des équipements ergonomiques.

Gaspillage alimentaire : les collectivités cherchent la recette pour moins jeter / VERBAERE ISABELLE

Gazette des communes, des départements, des régions (La), n° 2190, 30/09/2013, p. 30-32

<http://archives.lagazettedescommunes.com/22477755/les-ew-collectivites-ew-ew-cherchent-ew-la-ew-recette-ew-pour-ew-moins-ew-ew-jeter-ew>

Le ministre chargé de l'Agroalimentaire a présenté en juin un pacte contre le gaspillage. Les collectivités ont déjà pris la mesure de l'enjeu, par le biais de leurs politiques de gestion des déchets ou de maîtrise de l'énergie et de limitation des gaz à effet de serre.

Déchets : diviser par deux en dix ans les volumes mis en décharge / MADOU LAURENCE

Gazette des communes, des départements, des régions (La), n° 2190, 30/09/2013, p. 8-9

La conférence environnementale vient de fixer un objectif en matière d'enfouissement, sans définir de stratégie. Quid des solutions alternatives?

5.DERNIERES ACQUISITIONS

Elaborer un modèle de déplacements urbains multimodaux : Guide de l'AMO

CERTU - TERRITORIAL EDITIONS, 23/08/2012 - 80 p. - DOSSIERS D'EXPERTS

Un guide "métier" qui décrit un processus type d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) en modélisation : de la phase de définition des besoins à la gestion et au suivi du modèle, en passant par la passation de la commande et le suivi du bureau d'étude. Des outils pratiques pour le pilotage d'un modèle de déplacements sont proposés. Le CD-ROM contient les annexes.

Accessibilité : Comment les villes relèvent le défi ?

Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie – Ministère de l'égalité des territoires et du logement, 02/09/2013, 25 p.

Si les villes françaises se sont emparées du sujet de l'accessibilité de leur environnement, toutes ne se sont pas organisées de la même manière, n'ont pas retenu les mêmes méthodes, ou mené les mêmes chantiers. Cette étude présente les résultats d'une enquête menée auprès de plusieurs villes afin de savoir comment ces dernières s'étaient organisées et quels chantiers elles avaient menés pour relever les défis de l'accessibilité.

Ce document est accessible en ligne :

http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Web_Comment_les_villes_relevant_ce_defi.pdf

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé